

# Le Liban étudie les risques liés à BlackBerry

**I**mad Hoballah, président par intérim de l'Autorité de régulation des télécoms, a annoncé le 5 août le déclenchement d'une procédure d'évaluation des risques sécuritaires liés à l'utilisation du service de téléphonie BlackBerry au Liban. L'Autorité mènera des discussions à ce sujet avec le fabricant du BlackBerry, Research in Motion (RIM). Il n'est pas encore question de suspension du service comme c'est le cas dans d'autres pays, a précisé le ministre des Télécoms, Charbel Nahas.

Le problème réside dans la difficulté pour un État de surveiller les différentes communications effectuées à travers

ce service, car elles sont hautement cryptées.

La société RIM a permis à certaines autorités nationales, notamment aux États-Unis, de pouvoir les décrypter.

Le Liban qui compte quelque 60 000 utilisateurs du BlackBerry n'est pas le premier pays à soulever cette problématique. La question se pose aussi en Inde, aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite, etc.

Les terminaux BlackBerry sont interdits d'utilisation dans les cabinets ministériels français. Même aux États-Unis, les services de sécurité ont réduit au maximum l'utilisation du service par le président des États-Unis en 2009.

Le dossier BlackBerry est devenu une affaire d'État. La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a annoncé qu'elle avait envoyé des experts américains discuter sécurité avec leurs homologues émiratis, afin de résoudre le conflit international déclenché par l'appareil. De son côté, la direction de RIM a reconnu être en discussions intenses avec les autorités des Émirats et de l'Arabie saoudite pour tenter de trouver une solution. Elle a toutefois prévenu qu'il n'était pas question de nuire aux utilisateurs, pour qui le fait que leurs communications soient cryptées est l'avantage principal du BlackBerry.